

# info réseau

Journal d'information du Comité National de Liaison des Régies de Quartier

## Éditorial

Le voici enfin ce numéro 13 d'*Info réseau*, et premier d'une nouvelle série que nous espérons longue... et sans interruptions. Qui dit redémarrage dit aussi nouvelle maquette et nouveau format (8 pages). Dans cet outil de communication interne et externe du réseau des Régies de Quartier, vous trouverez tout à la fois des nouvelles des Régies et une information actualisée des activités et des publications du CNLRQ.

Un dossier central déclinera, à partir d'une expérience conduite au niveau local, son inscription dans le projet Régie de Quartier qui la porte, et comment elle fait écho aux préoccupations et engagements de l'ensemble du réseau.

Dans cette première livraison, une réponse pertinente aux incivilités nocturnes : les "correspondants de nuit" qui viennent de démarrer leur activité au sein de la régie ACTIF sur le quartier Laurent Bonnevey à Cholet. C'est l'occasion de découvrir plus en profondeur ce que fait ACTIF et c'est aussi l'illustration de ce que les Régies de Quartier peuvent promouvoir avec l'ensemble de leurs partenaires, dans une dynamique de projet, à partir de l'accord-cadre signé le 12 février 1998 avec

Martine Aubry autour du programme "nouveaux services, nouveaux emplois".

On aurait aimé, pour une reprise, après une longue séparation, vous parler de bien d'autres choses, il nous a fallu choisir.

Mais l'actualité est dense : le rapport sur la politique de la Ville de Jean-Pierre Sueur et ses suites ; le projet de loi de prévention et de lutte contre l'exclusion. Ces deux sujets seront au cœur de notre prochain numéro que vous n'attendrez pas longtemps.

Dernière touche : notre page 8 *En débat*, comme son nom l'indique, vous est ouverte. Ce mois-ci, Daniel Béhar et Bernard Eme questionnent la démarche entreprise par notre mouvement sur la redéfinition de son projet. Cela tombe bien : ils nous accompagnent dans ce travail ; leurs propres convictions ou perceptions s'en trouvent-elles ébranlées ?

Voilà l'objet lancé. En termes sportifs, la balle est dans votre camp. Il deviendra aussi ce que vous en ferez. Bien amicalement à tous.

**Charles Bouzols**  
Président du CNLRQ

## SOMMAIRE

### 2 En direct des régies

Nouvelles Régies, expertises en cours, nouveaux services, formations...

### 3-6 Zoom

Cholet : la Régie ACTIF met en place les correspondants de nuit.

### 7 En direct du réseau

Echo des formations, publications du CNLRQ, nouvel appui comptable

### 8 En débat

Un projet politique pour les Régies de Quartier ?

Le point de vue de Daniel Béhar et Bernard Eme



Claire Bousquet, anciennement directrice de la Régie de Quartier Villeneuve-Village Olympique à Grenoble, a pris ses fonctions au CNLRQ le 2 mars dernier en tant que directrice du développement.

### Trois initiatives originales

Plusieurs Régies de Quartier ont initié des activités inédites dans différents domaines. En voici trois exemples :

#### ◆ Un service de gestion du patrimoine écologique

*Régie de Quartier du Parc (Vernouillet, 78)*

La Régie et la municipalité ont mis en place une activité de gestion du patrimoine écologique et de sensibilisation des usagers à son respect : remise en état de la forêt sous le contrôle de l'ONF ; création d'espaces pique-nique, d'allées piétonnes, d'arboretum pour les écoles, d'espaces de jeux et de parcours de santé ; animation des groupes de promoteurs... Depuis janvier 1998, cinq postes d'agents d'environnement ont été créés et offerts à des jeunes dans le cadre du programme "nouveaux services, nouveaux emplois".

#### ◆ Un nouveau métier : les correspondants de parking

*Régie de Quartier La Villeneuve-village olympique (Grenoble, 38)*

L'absence totale de fréquentation d'un parking couvert de 600 places préoccupait les habitants et les commerçants. Durant deux ans, des représentants des associations d'habitants, de l'Union des commerçants, de la Ville et de la Régie de Quartier ont travaillé à la redynamisation de la place centrale en privilégiant la sécurisation du parking. Ce qui les a conduits à créer un nouveau service de proximité et un nouveau métier : les "correspondants de parking". Le personnel est composé de six équipes de deux agents (un jeune en contrat "emploi jeune" et un adulte en contrat emploi consolidé) et de trois encadrants. Leurs activités : faire des rondes et surveiller les véhicules, accueillir et renseigner les visiteurs qui se trompent, aider les personnes âgées, rassurer les habitants-usagers (surtout les habitantes) tard le soir... Aujourd'hui, après deux mois d'existence, le parking affiche complet.

#### ◆ Un atelier "Cyclo'occase"

*Régie de Quartier les Salines (La Rochelle, 17)*

L'atelier existe depuis un peu plus d'un an et a trois activités :

- la remise en état de cycles et cyclomoteurs d'occasion en vue de leur revente (à prix coûtant) à des bénéficiaires du RMI et des chômeurs de longue durée qui ont un projet d'emploi ou de formation (à ce jour, 130 vélos et 60 cyclomoteurs ont été revendus) ;

- la vente de pièces détachées pour vélos et cyclomoteurs ;

- un atelier d'auto-réparation pour les habitants, particulièrement les jeunes, où ils bénéficient d'outils et des conseils d'un technicien. L'atelier est soutenu par un très large partenariat (Etat, Ville, Département, Fondation Axa-UAP).

### L'ÉTAT DU RÉSEAU

Plus de 130 Régies sont d'adhérentes ou en cours d'adhésion (plus une trentaine de projets). 4 000 personnes par mois travaillent en moyenne dans une Régie (2 500 équivalents temps plein) et 7 000 personnes sont employées au cours d'une année. Le réseau compte 2 500 administrateurs bénévoles et près d'un million d'habitants concernés.

### LES "NOUVELLES" RÉGIES

#### ◆ Régie Aix Services

Aix-en-Provence (13)

#### ◆ Association Castres Aillot-

Bisséous Développement

Castres (81)

#### ◆ Régie de Quartier Stade

Fontaine au Loup.

Châlon-sur-Saône (71)

#### ◆ Régie de Quartier Clichy-

sous-Bois -Montfermeil (93)

#### ◆ Régie de Quartier Harfleur-

Chanliou Le Creusot (71)

#### ◆ Régie de Quartier du Tennis

Pépinière Le Creusot (71)

#### ◆ Régie de Services Habitants

Beaumonts-Ruffins

Montreuil (93)

#### ◆ La Rosaie Services

Perpignan (66)

#### ◆ Régie de Quartier

Rougemonts Sevrans (93)

#### ◆ Régie de Quartier des

Habitants Torcy (71)

### LES SITES EN EXPERTISE

#### ◆ Cannes (06)-Bocca Nord :

*Ranguin Ranchito*

*et Esterel Azur*

#### ◆ La Guadeloupe (971) :

*Le Raizet*

#### ◆ Châlon sur Saône (71) :

*Les Prés St Jean*

#### ◆ Troyes (10) : *Les Chartreux*

#### ◆ Mâcon (71) : *La Résidence*

#### ◆ Villepinte (93) : *Prévert*

*et Pasteur*

#### ◆ Oissel (76)

#### ◆ Bastia (20) : *quartiers Est*

#### ◆ Agen (47) : *secteur Sud-Est*

#### ◆ Bonneville (74) : *Vallée*

*de l'Arve*

#### ◆ Fort-de-France (972) :

*Chateaubœuf, Coridon*

*et Terres Sainville*

#### ◆ Libercourt (62)

#### ◆ Mainvilliers (28) : *Tallemont*

*Bretagne et Aristide Briand*

#### ◆ Pantin (93) : *Les Courtilières*

#### ◆ Saumur (49) :

*Le Chemin Vert*

### UNE ACTION DE FORMATION INNOVANTE

REPERES, la Régie de Quartier d'Orléans-La Source (45), s'est engagée depuis deux ans dans une démarche de médiation urbaine menée par de jeunes adultes du quartier en direction des enfants et des pré-adolescents : les "intervenants de rue". Les résultats positifs de cette expérience et le soutien des nombreux partenaires l'a conduite à proposer à de futurs animateurs, acteurs des quartiers et agents d'ambiance, une formation à la médiation urbaine. La Régie (qui a l'agrément d'organisme de formation) est le pilote de ce BEATEP (Brevet d'Etat d'Animateur Technicien de l'Education Populaire et de la jeunesse), "activités sociales et vie locale", option "médiation urbaine". Cette formation en alternance, de niveau 5, s'étale sur une durée de 800 heures.



# Cholet : la Régie ACTIF lance ses correspondants de nuit

Suivant les expériences déjà menées dans certaines villes, la Régie de quartier ACTIF, à Cholet, vient de mettre en place un service de "correspondants de nuit" en utilisant notamment le dispositif des "emplois jeunes". Objectif : favoriser la tranquillité du quartier en développant l'écoute des habitants, la médiation et la veille technique. Premier bilan sur la mise en place d'une activité que les Régies de quartier ont sans doute vocation à développer à travers la France.



«J'explique aux autres jeunes que je veux le bien pour mon quartier, qu'il faut arrêter les dégradations sinon tout le monde s'en ira. Qui peut-être contre ça?». Driss, marocain de 23 ans, est l'un des cinq "correspondants de nuit" qui viennent d'être embauchés par la Régie ACTIF du quartier Laurent Bonneval, à Cholet (Maine-et-Loire). Auparavant, il travaillait à l'activité "espaces verts" de la Régie, dans le cadre d'un emploi-ville. «Ca me plaisait, mais j'avais envie d'être plus utile pour mon quartier.» Un mois après son entrée en fonction, il se sent "bien dans sa peau". «La première semaine a été difficile, reconnaît-il. Les jeunes nous soupçonnaient de travailler avec la police. Aujourd'hui, ils ont compris qu'on n'est pas là pour ça...»

Car les correspondants de nuit — et c'est une donnée de base — n'ont pas une mission répressive ou pénale. Leur rôle — tel qu'il figure dans les petites plaquettes qui ont été distribuées dans toutes les boîtes à lettres du quartier — consiste à essayer de résoudre de manière pacifique les conflits de voisinage, à discuter avec les groupes bruyants ou "perturbateurs", à répondre aux situations d'urgence technique (fuites d'eau ou de gaz, pannes d'ascenseurs, problèmes électriques) par une première intervention et en prévenant les services compétents, à reconforter les personnes en difficulté par une écoute attentive et à alerter les services de secours (pompiers, SAMU, police) en cas de besoin. Il s'agit de protéger le cadre de vie, de garantir un climat de confiance et de favoriser la tranquillité du quartier. Mais en aucun cas d'intervenir sur des faits de délinquance.

## Des interventions multiples et variées

Un mois après leur entrée en fonction, les correspondants choletais, qui arpentent le quartier chaque soir entre 17

heures et 2 heures du matin, vêtus d'un blouson qui permet de les identifier et munis d'un téléphone portable pour pouvoir être joints à tout moment, ont pu se faire une idée de la diversité de leurs interventions. Un soir, il s'est agi d'éteindre un feu qui démarrait dans une poubelle avant même l'intervention des pompiers. Un autre soir, d'intervenir parce qu'un habitant gênait ses voisins en faisant trop de bruit. Un autre encore, d'aller donner un coup de main à un étudiant qui n'arrivait pas à installer sa chaîne hi-fi. «Parfois, un habitant nous appelle juste parce qu'il a besoin de quelqu'un à qui parler», raconte Driss.

Cette écoute ne se limite pas aux horaires de travail officiels. Dans la journée, les correspondants de nuit, aujourd'hui bien connus des habitants, sont parfois sollicités pour une petite discussion sur tel ou tel problème. «Aujourd'hui, j'en ai vu deux qui "craquaient", raconte Aslan, turc de 28 ans. C'est tout juste s'ils ne voulaient pas faire le coup de feu contre les jeunes. Je les ai calmés en essayant de leur montrer le côté positif des choses : si ces jeunes n'étaient pas là, au fond, nous ne serions sans doute pas en train de dialoguer comme ça!»

Ce soir, vers 23 heures, Driss et Aslan engagent une discussion avec un groupe de cinq jeunes qui "squattent" le hall d'entrée d'une tour. La discussion s'installe, plutôt amicale. «De toute façon, on n'a nulle part où aller, explique l'un des jeunes. C'est pour ça qu'on passe d'une cage d'escalier à l'autre. Il nous faudrait un local le soir.» Aslan suggère qu'il faudrait qu'ils s'organisent pour faire leur demande et qu'ils soient prêts à prendre des responsabilités dans la gestion du local. Les jeunes acquiescent mollement. La discussion reprendra dans quelques jours, sans aucun doute...

Visiblement, le tandem des correspondants de nuit fonctionne bien. Driss, le plus jeune, avec son sens de l'humour et ▶

► sa cordialité, se mêle facilement aux groupes de jeunes du quartier; Aslan, son aîné, garde un peu plus de recul et symbolise d'avantage l'autorité.

Un peu plus tard dans la nuit, une voiture, en passant à côté de Driss et Aslan, s'arrête. Le conducteur, un jeune du quartier, signale qu'il a repéré un groupe, un peu plus loin, autour d'un véhicule... Driss et Aslan n'ont plus qu'à aller voir ce qui s'y passe. Un signe tangible de la collaboration de certains habitants à ce service de prévention nocturne...

Vue aérienne  
du quartier  
Laurent Bonnevey  
à Cholet



## La Régie de Quartier ACTIF

- ◆ La Régie ACTIF couvre tout le quartier Laurent Bonnevey, construit entre 1963 et 1972. Un seul organisme logeur, Cholet Habitat, gère l'ensemble des bâtiments.
- ◆ Dans les années 80, à l'initiative des travailleurs sociaux de l'ASEA (Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence), l'idée de confier à des habitants au chômage une partie de l'entretien du quartier commence à germer. Elle se concrétise en 1985 par la création d'ACTIF (Association

pour la création de travail, l'insertion et la formation), qui, en 1989, réalise un travail de nettoyage des cages d'escalier de la cité.

- ◆ Le démarrage effectif de la Régie a lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1992 : la Ville confie à ACTIF l'entretien des espaces verts, tandis que Cholet Habitat lui cède par contrat le nettoyage des parties communes et la sortie des containers. A ces activités de base sont venus s'ajouter progressivement l'enlèvement des "encombrants", le gardiennage de certaines tours, l'entretien des cages d'escalier et le nettoyage des parkings du marché.

## Répondre au sentiment d'insécurité qui s'installe

Mais pourquoi donc avoir mis en place un service de correspondants de nuit dans cette cité? Laurent Bonnevey, s'il figure parmi les quatre quartiers "prioritaires" de la ville de Cholet, est loin d'être une cité "à feu et à sang"... Ce serait même un quartier plutôt agréable à l'œil, avec ses pelouses et ses balcons fleuris. Le résultat d'une opération montée par la Régie depuis trois ans : "Quartier fleuri" (c'est son nom) permet chaque année, en juin, dans le cadre d'un marché aux fleurs, de récompenser le plus beau balcon et le plus beau parterre fleuris par des habitants.

Mais la situation a commencé à se dégrader en 1995. «On s'est mis à constater des dérives inquiétantes», raconte Paul-Hervé Le Monier, directeur du service clientèle de Cholet Habitat. Racket, voitures cassées, vandalisme dans les parties communes, menaces envers les étudiants... Différentes solutions sont alors expérimentées : mise en place d'un gardien au pied de chaque tour, appel aux vigiles d'une société de sécurité... Force est de constater que les dégradations continuent de s'amplifier... et que de nombreux habitants quittent le quartier (300 logements vacants aujourd'hui sur 1100). Au week-end de la Toussaint 1997,



Le marché  
aux fleurs au mois  
de juin pendant  
l'opération  
Quartier fleuri

Depuis 1996, le service Bat'Actif assure des travaux de peinture et de rénovation des appartements.

- ◆ ACTIF compte aujourd'hui une trentaine de salariés (dont neuf en CDI). Depuis sa création, quelque 200 habitants en insertion sont passés par la Régie. 43% d'entre eux étaient inactifs depuis plus de trois ans avant leur embauche par la Régie; 17% seulement se retrouvent au chômage après.

- ◆ Le Conseil d'administration compte deux représentants de la Ville et deux de l'organisme logeur, des

membres associatifs (ASEA et ACTIF, association d'aide à l'insertion des immigrés) et des membres individuels (habitants et enseignants des écoles du quartier). Son président, Guy Ronsin, est administrateur de l'ASEA.

- ◆ ACTIF participe activement au réseau Réalise (réseau d'action locale pour l'insertion sociale par l'emploi) qui regroupe six structures locales d'insertion et quatre partenaires institutionnels.

- ◆ Le budget de la Régie (2,9 millions de francs en 1997) passera à 3,6 MF cette année avec la mise en place des correspondants de nuit.



une nouvelle montée des dégradations pousse le directeur de Cholet Habitat à écrire au maire pour lui faire part de son inquiétude et recommander deux mesures : la création d'un dispositif de médiation de nuit et la mise à disposition de lieux d'accueil pour les jeunes. L'idée qu'un service nocturne de médiation et de prévention remplirait un segment de la vie sociale qui n'est assuré par aucune institution existante commence alors à s'imposer. Le projet, impulsé par Maurice Manceau, le directeur de la Régie ACTIF (qui connaît le travail mené par la Régie de Rouen), est fortement soutenu par Anne-Marie Marchand, chef de projet "contrat de Ville", et par Brigitte Coudert, commissaire principal de Cholet : «En tant que praticienne, je sentais

*L'équipe des correspondants de nuit mise en place par la Régie ACTIF*

*qu'il manquait une structure de nuit, car la confrontation entre la police et les jeunes rend le dialogue très difficile», explique-t-elle.*

Aux yeux de ces différents partenaires, la Régie de Quartier a toute la légitimité pour gérer ce nouveau service. «Il faut dire que nous avons acquis nos lettres de noblesse un an plus tôt en créant Bat'Actif, un service de rénovation des appartements et de peinture encadré par un ancien artisan, explique Guy Ronsin, président de la Régie. Avant, on ne nous appelait que pour faire ce que les autres ne voulaient pas faire. Avec Bat'Actif, on a commencé à nous demander des interventions plus techniques, plus professionnelles...»

## Un recrutement rigoureux

Un groupe de travail est alors mis en place dans le cadre du CCPD (comité communal de prévention de la délinquance). Dans la foulée, un comité de recrutement est créé, avec des représentants de la Ville, de Cholet Habitat, de l'Etat et de la Régie. Pour choisir les futurs correspondants, le comité retient deux critères principaux : ne prendre que des habitants du quartier et concevoir des équipes "mixtes", formées d'un jeune et d'un aîné. Les qualités requises ? Capacité d'autonomie, sens du dialogue et maîtrise de soi dans les relations conflictuelles. L'appel à candidatures, courant décembre, se fait par les voies classiques (affichage à l'ANPE et à la mission locale), mais aussi par la bouche-à-oreille : les salariés de la Régie, qui ont été les premiers informés du projet, font circuler l'information auprès des habitants. Sur une trentaine de candidats, une première sélection aboutit à en garder une douzaine, qui sont convoqués mi-janvier pour un entretien. «Nous avons testé leur motivation et les avons questionnés sur la manière dont ils réagiraient dans certaines

## Les Régies de quartier et les "emplois jeunes"

◆ La mise en place du dispositif "emplois jeunes" (officiellement dénommé "nouveaux services, nouveaux emplois") ne pouvait laisser indifférent le mouvement national des Régies de Quartier. Celles-ci ont vocation, en effet, à créer de nouvelles activités répondant à des besoins collectifs non satisfaits et traduisant leur métier de "tisseurs du lien social". Très vite, le CNLRQ a

élaboré sa "philosophie" sur l'usage de ce dispositif : selon lui, les emplois jeunes doivent s'intégrer dans une logique de projet "inter-génération", gage de pérennité des activités ainsi initiées.

◆ Le 12 février dernier, un accord cadre a été signé entre le CNLRQ et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Il mentionne les activités développées par les Régies qui pourraient recourir, au moins en partie, à des emplois jeunes :  
— correspondants de nuit ;  
— intervenants de rue ;

— arpenteurs urbains ;  
— ambassadeurs du tri ;  
— développeurs de services de proximité ;  
— chargés d'accompagnement social ;  
— médiateurs du livre ;  
— animateurs de café associatif...

(liste non exhaustive, la plupart de ces activités restant à créer).  
◆ Aux termes de cet accord cadre, le CNLRQ s'est fixé un objectif global de création de 1000 emplois jeunes en trois ans dans les activités ci-dessus. Il s'est aussi engagé à ce que tout jeune recruté dans ce

cadre soit encadré par une personne nommément désignée au sein de la Régie et bénéficie d'une formation adaptée. Enfin, le CNLRQ a pris l'engagement de «tout mettre en œuvre pour que soient maintenues les activités créées (...) ainsi que les postes de travail correspondants, au-delà de la période de 60 mois durant laquelle seront versées les aides forfaitaires de l'Etat» (92000 F par an et par emploi créé). Vous pouvez vous procurer le texte intégral de l'accord cadre auprès du CNLRQ.

## Pour en savoir plus sur les correspondants de nuit

◆ Plusieurs Régies de Quartier ont déjà mis en œuvre des dispositifs de type “correspondants de nuit”, à mi-chemin entre la sécurité et la médiation. Certains sont en place depuis plusieurs années (Rouen), d’autres en sont au stade de l’expérimentation (Dreux), d’autres en cours de lancement (Cholet et Chambéry), d’autres enfin juste en phase de conception (Grenoble). Par ailleurs, dans certaines villes (Rennes et Nantes), ce sont d’autres opérateurs qui les mettent en œuvre.

◆ Pour capitaliser ces expériences et préciser les conditions de mise en place de telles pratiques, un groupe de travail sur les correspondants de nuit a été impulsé par le CNLRQ à l’automne 1997.

Ce groupe a réuni les représentants des différentes Régies impliquées, mais aussi des personnalités extérieures concernées par les enjeux (commissaires de police, représentants des organismes de HLM et de l’administration...). Plusieurs réunions ont permis de déboucher sur la rédaction d’un “guide pour la mise en place et la conduite d’un service de correspondants de nuit”.

◆ Ce guide, co-édité avec Territoires, Reflex et Fors et disponible auprès du CNLRQ, (60 F, port compris) précise successivement :

- les conditions de mise en place (en réponse à quelle opportunité? à l’initiative de qui? comment favoriser la mobilisation des habitants autour de cet enjeu? comment assurer le pilotage, le recrutement et le financement du dispositif?);
- le fonctionnement et l’organisation du service (missions, régulation de l’intervention, articulation avec les autres services et structures...);
- les perspectives d’évolution (du service et des agents).

Rédigé par Catherine Gorgeon (Acadie) et François Ménard (Fors), le guide se termine par un certain nombre de recommandations pratiques.

◆ Un film vidéo a été réalisé par Frédéric Pascal sur l’expérience des “hommes de proximité” à Dreux. La cassette peut être commandée auprès du CNLRQ (100 F, port compris).

◆ A l’initiative de la Mission emplois jeunes du ministère de l’Intérieur, un groupe de travail inter-administratif est mis en place sur la professionnalisation des correspondants de nuit (référentiel métier, offre de formation, validation...).

◆ Pour faciliter l’appropriation du guide, notamment dans le cadre des groupes de travail thématiques mis en place par les contrats locaux de sécurité, le CNLRQ met à disposition des partenaires une procédure d’expertise souple (trois journées de conseil). Pour tout renseignement, s’adresser au CNLRQ tél. 01 48 05 6758.

► *situations concrètes*», explique Maurice Manceau. Comme les intéressés n’ont pas d’idées préconçues sur le service qu’on attend d’eux, leurs réponses ne peuvent être que très personnelles. «*J’ai répondu comme je sentais les choses*», explique Aslan. *Après, j’ai eu la satisfaction de voir que mes réponses correspondaient tout à fait à la nature de l’intervention qu’on nous demandait!*»

C’est sans doute ce qui explique largement que les cinq correspondants de nuit mis en place à Cholet (trois jeunes, dont une fille, embauchés sur des “emplois jeunes” et deux aînés) se sentent “bien dans leur peau”. Le recrutement initial ne s’est traduit que par un seul échec : un père de famille turc de 43 ans qui a “craqué” dès la première semaine, ne supportant pas que ses enfants se fassent traiter à l’école de “fils de flic”. Mais il a été aussitôt remplacé par Rachid, qui figurait en premier sur la liste de “suppléants” et a déjà assuré une mission de médiation sensiblement identique dans les bus qui conduisent les jeunes de la cité au collège.

Une fois les correspondants de nuit recrutés, leur formation s’est faite en deux temps :

- trois jours de rencontres et d’échanges à la Régie de Dreux, fin janvier, afin de comprendre concrètement, sur le terrain, en quoi consiste ce travail de médiation;
- une semaine de formation, début février, au cours de laquelle les correspondants de nuit ont pu rencontrer les partenaires locaux (travailleurs sociaux, enseignants des écoles, commissaire et îlotiers, substitut du procureur...), aborder certains aspects techniques (auprès des pompiers et de Cholet Habitat) et acquérir des notions de psychologie.

Pour assurer encore un meilleur professionnalisme des correspondants de nuit, la Régie de Quartier mise sur le plan de formation qui sera mis en place par le CNLRQ.

### Une expérience pour six mois

L’expérience des correspondants de nuit a été mise en place pour six mois. Le comité de pilotage, qui rassemble les partenaires locaux, sera chargé d’en faire l’évaluation et de décider des suites à donner.

En attendant, les premiers résultats semblent tout à fait encourageants. «*Les femmes de ménage voient déjà la différence*», souligne Bénédicte Maillet, leur “encadrante” à la Régie : *les cages d’escalier, le matin, sont dans un bien meilleur état qu’auparavant.*» Même écho positif chez Josiane, qui habite le quartier depuis onze ans : «*Mes voisins me disent que les correspondants de nuit font bien leur travail*». Ou chez le commissaire principal, qui soutient à fond l’expérience : «*Durant le premier mois du service, nous n’avons constaté aucun incident sérieux dans le quartier*, estime Brigitte Coudert. *Mais il faut attendre pour crier victoire : les correspondants de nuit bénéficient aujourd’hui d’une sorte d’état de grâce.*» ■

### FORMATION

#### Un nouvel élan pour 1998

La formation des acteurs des Régies de Quartier constitue l'un des objectifs prioritaires de notre réseau. Le plan de formation 1998 s'adresse aux habitants bénévoles, aux habitants salariés, aux partenaires des Régies de quartier (bailleurs, Villes, associations...). Il reprend toutes les formations déjà mises en place dans les années antérieures (acteurs, secrétaires, directeurs, bénévoles) et va prendre en compte les nouveaux besoins émis par les Régies.

Dans ce but, depuis janvier 1998, un nouvel élan a été donné à la commission formation et de nouveaux membres, représentant le maximum de régions, l'ont rejointe. Trois groupes de travail ont également été créés sur les thèmes suivants:

- refonte du stage "acteurs";
- formation des encadrants techniques;
- nouveaux emplois, nouveaux métiers.

→ Ces groupes étant ouverts, les acteurs des Régies qui souhaitent s'associer à leurs travaux sont invités à se faire connaître auprès du CNLRQ.

### PUBLICATIONS

#### ♦ Le topo-guide des Régies de Quartier

Ce livre, signé par Marc Hatzfeld, qui a apporté sa

plume à la réflexion du réseau, prétend être à la fois un "topo-guide" et une boussole : d'un côté, il cherche à donner des repères pratiques, des indications d'expérience, des façons de faire pertinentes; de l'autre, il vise à aider les acteurs et partenaires d'une Régie à s'orienter, à savoir où ils vont. Enfin, cet ouvrage entend aussi participer au débat public sur la démocratie dans les quartiers et la cohésion sociale.



Editions Desclée de Brouwer, 110 F, en librairie à partir du 23 mars.

#### ♦ Les Régies se mettent en scène

En juin 1997, à Toulouse, 80 acteurs venant de 24 Régies de Quartier et ayant participé à la formation "acteurs" du CNLRQ ont choisi une formule originale pour débattre et réfléchir : le Théâtre-Forum. Dans ce genre d'expression, le public peut interrompre les acteurs à tout moment. Un spectateur peut venir sur

scène remplacer l'un des acteurs et modifier à son idée le cours de l'histoire pour suggérer une issue positive. Dans les "quartiers solidaires, les citoyens ordinaires" ne sont-ils pas les grands acteurs de demain?

La cassette vidéo "Acteurs, acteurs", réalisée par Frédéric Pascal, est disponible sur commande auprès du CNLRQ (xxx F port compris).

### SERVICE

#### Un nouvel appui comptable

Un jeune homme, formé par l'expert-comptable du réseau, effectue son service national ville à la Tête de réseau. Sa mission : aider les Régies à mettre en place ou à perfectionner leur comptabilité et leur système de paie. Il se déplace auprès de toute Régie qui en formule le besoin et contribue à la formation de

la secrétaire chargée de la comptabilité.

### EUROPE

#### Un nouveau président pour l'AERDQ

François Reisser, président de la Régie de Quartier Repères d'Orléans-La Source et vice-président du CNLRQ, est le nouveau président de l'Association Européenne des Régies de Quartier (AERDQ).

→ Dans le prochain numéro d'Info Réseau, nous reviendrons plus en détails sur les projets de l'AERDQ.

✉ Siège social : 34-36, rue Breguet 75011 Paris.  
Siège administratif à Charleroi (Belgique).

### AGENDA

**Bureau** : 14 avril et 14 mai.  
**Conseil d'Administration** : 24 et 25 avril à Poitiers  
**Assemblée générale du CNLRQ** : 6 et 7 juin 1998, à Montalieu-Vercieu (38), près d'Ambérieu-en-Bugey (01).



## Paroles d'acteurs

Des participants du stage "acteurs" s'expriment sur leur engagement dans leur Régie et dans leur quartier :

«Il faut réfléchir pour être à l'écoute des autres : on est trop souvent recroquevillé sur soi-même.»

«Mon engagement, c'est une partie d'équilibre et c'est tellement complexe. C'est une situation vertigineuse dans laquelle, pourtant, on construit des choses.»

«On n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Mais justement l'océan, c'est le regroupement de toutes les gouttes d'eau...»

«Je n'ai pas d'obstacle parce que je n'ai pas de projet... Mon engagement, pour l'instant, c'est de me former pour me donner un projet.»



# Un projet politique pour les Régies de Quartier?

Depuis plusieurs mois, le CNLRQ a engagé un important travail de réflexion et de remise en question du projet Régie de Quartier. Portons-nous un "projet politique" ou doit-on plutôt parler de "culture politique commune"? Le débat est ouvert aujourd'hui dans les Régies au niveau local, dans la perspective de notre prochaine Assemblée Générale (6 et 7 juin 1998).

Daniel Béhar (Acadie) et Bernard Eme (Crida-LSCI) qui nous accompagnent sur ce chantier ont bien voulu prendre un peu de distance avec ce rôle, et le replacer dans le contexte plus général de la pertinence du mouvement social.

Toute commande institutionnelle à des chercheurs suppose un processus de travail qui en examine les prémisses et en redéfinit la nature. On peut dire que celle que nous a adressée le Comité National de Liaison des Régies de Quartier n'a pas échappé à la règle de la "rectification".

Initialement, il nous était demandé d'animer un processus de réflexion collective des acteurs du réseau des Régies de Quartier pour, au bout de dix ans d'existence, revoir les termes de son "projet politique", en particulier ceux que la Charte des Régies et le Manifeste avaient, en leur temps, énoncés.

Rapidement, les débats se sont ouverts à des questions d'une autre profondeur : il s'agissait de creuser le sens que l'on peut donner à cette notion de "projet" pour un "mouvement social en réseau". Comment penser la signification même du politique quand on voit que l'approche pragmatique facilite l'adaptation à la diversité des situations locales? Ne faut-il pas privilégier cette approche qui, reposant sur l'acte de "faire" et sur le fait de (re)donner la parole aux exclus, autorise tout à la fois la plasticité des Régies et la production d'un discours commun unifiant des pratiques hétérogènes?

Cette première voie n'épuise cependant pas la question politique des capacités du réseau à transformer durablement les mécanismes sociaux qui produisent la domination ou l'exclusion: il s'agit aussi, pour ce réseau, de se doter de capacités d'interprétation des évolutions sociales et politiques, ainsi que de stratégies d'intervention sur celles-ci. Dès lors, la portée du "projet" s'infléchit: il ne vise plus seulement à rendre "acteurs" et "publiques" des catégories de population oubliées, mais à peser fortement sur les systèmes sociaux et politiques en fonction d'un projet de société construit à partir de la culture commune des Régies. Une telle voie n'est évidemment pas sans risques. Il y a d'abord celui de la déstabi-

lisation interne du réseau, dont les acteurs sont habitués à s'adapter aux singularités locales. Il y a ensuite celui d'incompréhensions de la part des acteurs appartenant à l'environnement des Régies ou des acteurs institutionnels impliqués dans les politiques urbaines.

Sans doute, la maturité du CNLRQ peut-elle lui permettre, au bout de dix ans, de gérer, outre son développement, la fonction politique qui est la sienne en tant que réseau. C'est bien la question de l'articulation entre cette fonction politique et l'approfondissement de la démocratie locale qui est en jeu comme force de transformation des réalités socio-économiques.

Daniel Béhar,  
Bernard Eme

## INFO RÉSEAU

### Directeur de la publication

Charles Bouzols

Rédaction Clotilde Bréaud,

Philippe Merlant.

Conception graphique Patricia Chapuis

Imprimeur LFT, Montreuil

Numéro de dépôt légal 91/0322.

Prix au numéro 25 F.

Abonnement (pour 4 numéros) 80 F.

Comité National de Liaison des Régies de Quartier

47-49, rue Sedaine

75011 Paris

Téléphone 01 48 05 67 58.

Télécopie 01 48 05 38 67.

E-mail cnlrq@wanadoo.fr